

la nouvelle

ACTION FRANÇAISE

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - NOUVELLE SERIE - N° 18 - 1 FRANC - 1-9-1971

A quinze mois des "législatives"

LES QUERELLES DE LA MAJORITÉ

Coup d'Etat en Bolivie

Une junte militaire qui occupe un palais présidentiel, les rafales d'armes automatiques et les démonstrations de blindés qui annoncent les changements de gouvernement. Tout cela est monnaie courante sur le continent latino-américain. Ce qui l'est moins, c'est la fréquence à la bolivienne : 185 « pronunciamientos » depuis 1825, c'est-à-dire depuis l'accession du pays à l'indépendance.

UNE SITUATION ORIGINALE

1935 est la date-charnière. L'orgueil bolivien est bafoué. L'interminable et impitoyable guerre du Chaco (1932-35), qui a opposé le pays au Paraguay, officiellement pour la rectification d'un tracé de frontière, « de facto » pour satisfaire les ambitions gloutonnes des compagnies nord-américaines, s'est soldée par un désastre militaire total et une diminution territoriale très importante, facteurs d'une humiliation nationale sans précédent dans l'histoire de la Bolivie.

Tandis que le Président-caudillo Villaroel exerce sa dictature picrocholine sur le pays affaibli, un groupe d'intellectuels exilés — parmi lesquels Victor Paz Estenssoro — élabore un programme politique « anti-capitaliste, anti-féodal mais pro-bolivien » et fonde le M.N.R. (Mouvement Nationaliste Révolutionnaire). Ils sont soutenus ouvertement par le Président argentin Peron, ce n'est pas une coïncidence.

A la faveur d'un soulèvement populaire, le M.N.R. accède au pouvoir en 1952.

Aussitôt, le nouveau Président, V. Paz Estenssoro, prend des mesures énergiques : nationalisation des mines d'étain — la richesse nationale, mise en place de véritables syndicats ouvriers. Le 2 août 1953 il promulgue une réforme agraire, etc.

Débordé par une bourgeoisie libérale qui refuse le reflux des capitaux étrangers, l'autarcie économique conditionnée par la politique gouvernementale, Estenssoro fait des concessions trop importantes.

Débordé sur sa gauche par le tout-puissant « compañero » trotskyste Juan Lechin, qui n'admet aucune concession et veut pousser plus loin le processus révolutionnaire, Estenssoro s'isole.

Il est renversé par l'Armée, seule force cohérente du pays, en 1964.

Si le général Barrientos, adulé par la masse paysanne parce qu'il s'adresse à elle en quetchua, est le symbole de la répression anti-ouvrière et de la lutte anti-guerrilla (c'est son armée qui anéantit l'embryon de foyer insurrectionnel lancé par le « Che » Guevara et les frères Paredo), son successeur, le général Ovando (1969-1970), est un homme d'ouverture, qui veut confier à l'Armée une tâche révolutionnaire, finalement assez proche des objectifs de base définis par le M.N.R. en 1941.

Il confisque les biens de la Compagnie pétrolière « Gulf Oil » et lance une poli-

tique d'échanges diplomatiques avec des pays du Bloc Socialiste.

Le général Torres poursuit — tant bien que mal — la politique « nationale-révolutionnaire » de son prédécesseur.

Il est pourtant obligé de reconnaître l'Assemblée du Peuple, amorce d'un véritable pouvoir parallèle, assemblée hétéroclite qui proclame des mots d'ordre extrémistes.

LE COUP D'ÉTAT : FORCES EN PRÉSENCE

Les officiers supérieurs prennent peur. Ils réagissent avec l'appui inconditionnel de l'ex-Président Estenssoro — exilé au Pérou — un peu vieilli, qui fait figure de Malraux bolivien traître à son idéal de jeunesse — mais aussi des grands propriétaires terriens, dont la meilleure expression est la Phalange socialiste, copie assez fidèle de la Phalange espagnole de Jose Antonio et des Croix-fléchées magyars. Son programme politique est simple : l'Ordre.

Le nouveau gouvernement constitué est un dosage assez habile des forces actives du complot : trois phalangistes, trois militaires et quatre amis de V. P. Estenssoro. Le chef du cabinet, Mario Gutierrez, est un ancien leader ultra-conservateur et « maccarthyste ».

Un colonel quadragénaire, Hugo Barzel, a pris la tête du triumvirat.

L'Armée, le M.N.R., la Phalange ?

Ce sont finalement les directives expédiées à l'ambassade américaine de la Paz qui enclencheront le mécanisme suivant.

Il sera évidemment fonction des intérêts de certaines compagnies U.S.

Le continent latino-américain reste une chasse gardée. Ce n'est pas la dynastie guatémaltèque des Somoza, le général Stroessner du Paraguay ou la clique militaire au pouvoir en Argentine qui me contrediront.

Philippe VERGNES.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Restauration nationale

17, rue des Petits-Champs,
Paris - 1^{er} - Tél. : 742-21-93

Abonnement 30 frs.
C.C.P. NAF, Paris 642-31

Directeur de la publication :
YVAN AUMONT

Imprimerie Abexpresse
72, rue du Château-d'Eau, Paris-10^e

Menaces

La crise du dollar et du système monétaire international a mobilisé l'attention sur les problèmes de change, de parités monétaires et de mouvements de capitaux à l'échelle mondiale. Il n'est donc pas étonnant que, dans cette optique, le problème du franc ait fait l'objet des préoccupations prioritaires des observateurs politiques. Toutefois, une question capitale semble avoir été partiellement négligée jusqu'à présent, à savoir les répercussions que les difficultés monétaires actuelles peuvent entraîner sur la situation de l'économie française interne et le niveau de vie de nos concitoyens.

Ce relatif silence s'explique. Les phénomènes auxquels nous assistons en ce moment sont particulièrement complexes, leurs développements déroutent et leur incidence éventuelle sur les économies internes est difficilement mesurable. Dans ces conditions, la détermination de politiques correctives apparaît extrêmement malaisée. Mais l'on peut néanmoins bâtir des hypothèses à partir des données de fait de l'économie présente.

Fragilité relative de l'économie française

Si l'on s'en tient aux estimations statistiques les plus récentes, cette affirmation peut surprendre. En effet, le commerce extérieur s'est considérablement développé depuis la dévaluation de 1969, le déficit a été résorbé, l'année 1970 a laissé apparaître un excédent et il en sera vraisemblablement de même pour 1971. La production industrielle croît régulièrement, ce qui a permis aux entreprises d'augmenter substantiellement les salaires. Le franc a retrouvé la stabilité et nos réserves en or et en devises ont été reconstituées. Enfin, les prix des productions agricoles ont été alignés au niveau européen et, corrélativement, le revenu de la paysannerie s'est accru de façon notable. L'Etat lui-même, sans avoir eu besoin de faire appel à des impôts nouveaux, a pu

sur l'économie française

continuer ses efforts d'équipement dans le domaine de l'éducation nationale, de la recherche, de la santé publique, des infrastructures routières et portuaires.

Et pourtant, ce tableau n'est pas satisfaisant, car des déséquilibres peuvent brusquement surgir sans qu'il soit possible d'y faire face efficacement. Notre balance commerciale est excédentaire, mais la part que représente le commerce extérieur dans notre économie est aujourd'hui considérable. Toute variation brusque enregistrée dans nos échanges ne manquerait pas d'avoir des répercussions sur la production industrielle et agricole. Or, la crise monétaire perturbe sérieusement les transactions en introduisant un élément d'incertitude dans la fixation des prix dont dépend largement l'écoulement régulier des marchandises. C'est dire que, malgré les apparences, les cours des produits agricoles peuvent s'effondrer du jour au lendemain, ou les produits industriels subir brutalement une mévente si une fluctuation monétaire d'importance suffisante leur retire temporairement leur caractère compétitif.

De même l'accroissement de la production intérieure n'est-il pas exempt de dangers certains. En s'accompagnant d'une hausse de prix persistante, il s'expose à tous les inconvénients de l'inflation. Celle-ci est pour l'instant acceptée car elle est encore moins forte que l'augmentation des revenus nominaux. Une perte de débouchés sur les marchés extérieurs contraindrait néanmoins les fabricants à réduire notablement leurs coûts et donc à compresser les salaires. Les prix n'en baisseraient pas pour autant alors qu'un phénomène de chômage tendrait à se développer.

Enfin, il ne faut pas oublier que la France souffre d'un retard d'équipement très sensible qui ne manquera point de se faire sentir dès que l'amélioration de la situation moné-

taire permettra la reprise de l'expansion des pays en difficulté. A ce moment-là, si on n'a pas remédié au sous-équipement français, nous connaissons à notre tour des difficultés économiques sérieuses à surmonter.

Quelle solution adopter ?

On peut en imaginer plusieurs :

1° Recourir aux politiques semi-autarciques des années 30, la monnaie devenant flottante et les transactions commerciales étant réduites au minimum. Parfaitement concevable en théorie, cette attitude ne semble guère praticable dans la mesure où, comme nous l'avons vu précédemment, l'équilibre économique de notre pays dépend très largement des résultats de son commerce extérieur. La France doit tenir compte des positions adoptées par ses partenaires de la C.E.E. sous peine de connaître un éventuel blocage de certains de ses marchés, notamment agricoles. La marge de manœuvre dont elle dispose semble encore trop réduite pour envisager sérieusement une telle solution. Seule une remise en cause globale du Marché Commun la rendrait possible.

2° Prévenir les répercussions monétaires sur la situation intérieure en éliminant les facteurs internes de déséquilibre et, en premier lieu, l'inflation. Les exhortations du ministre des Finances aux industriels n'ayant pas été suivies d'effet, il ne semble guère exister d'autre moyen que le prélèvement fiscal pour réduire sans délai la consommation des particuliers. Cependant, à dix-huit mois des élections législatives, l'utilisation de cette arme n'est pas sans risques pour celui qui décidera d'y faire appel, surtout après l'impopularité des récentes hausses des tarifs dans les services publics.

3° Diminuer les dépenses de l'Etat. Qui osera le faire ? Dans un régime démocratique où la démagogie est

reine, il est de bon ton de réclamer une compression des dépenses publiques tout en exigeant une multiplication des interventions de l'Etat. Personne n'aura le courage de remettre en question certains budgets départementaux en posant les problèmes de financement à partir de l'examen des réalités. Une véritable politique de la santé, de la culture ou de l'enseignement devrait pourtant être définie sur des bases réalistes, conformes aux capacités contributives du pays et aux exigences d'une saine gestion économique.

Les Français ne sont pas prêts à accepter ce diagnostic. Il serait cependant judicieux de profiter des circonstances pour mettre clairement en lumière les forces et les faiblesses de l'économie française et définir une politique économique en fonction d'une telle analyse. Ce n'est pas le VI^e Plan qui répondra à cette nécessité, d'autant plus qu'il a été échafaudé sans considération de la situation monétaire internationale dont les symptômes étaient visibles néanmoins depuis longtemps.

Le projet de budget qui sera soumis au Parlement dans quelques semaines apportera-t-il quelque bonne surprise sur ce point ? Nous ne le croyons pas et souhaitons seulement qu'il ne favorise en rien le développement des menaces qui pèsent sur notre économie. Le régime ne nous a guère, jusqu'à présent, habitué à mieux. Nous n'en attendons rien.

JACQUES DELCOUR.

La semaine prochaine
le numéro de rentrée
d'A. F. université

A quinze mois des "législatives"

Jeux de bouffons

Nous voici à quinze mois des élections législatives et cela se sent ! Des différentes officines électorales du pays légal commencent à monter l'odeur des ingrédients variés que les chefs spécialistes dans l'art d'assaisonner les bulletins de vote mélangent avec leur dextérité habituelle. Mais la démocratie, tout le monde le sait depuis Montesquieu et Rousseau, est le règne de la vertu et non de la cuisine. C'est bien pour cela qu'il ne se trouve personne parmi nos maîtres-queux pour admettre qu'ils agissent à des fins basement alimentaires. C'est promis, c'est juré, ils ne partent en croisade que pour moraliser la vie politique et permettre à la République une, indivisible et immobilière, de fonctionner au mieux.

QUAND LE PRINCE FAIT LE TAPIN

Voyez par exemple le noble prince Poniatowski, secrétaire général des Républicains Indépendants. C'est véritablement un homme torturé. Il admire le président Pompidou « bon président, homme de mesure, de progrès, de bon sens », mais il est douloureusement peiné par les « abus de l'administration », par les insuffisances du gouvernement « en matière de transports, logements, téléphone », par l'isolement des ministres entourés de technocrates et par l'effacement du Parlement. Il est, de plus, indigné par l'affairisme « qui hante non pas les couloirs impuissants de l'Assemblée — dommage pour elle ! — mais certaines antichambres ministérielles administratives ou politiques. Trop de lieux d'autorité deviennent des officines. Leurs titulaires doivent changer ».

Autrement dit, l'honnête M. Poniatowski verrait fort bien un excellent moyen pour résoudre le tragique problème du sous-emploi des abattoirs de la Villette : y faire « traiter » quelques dizaines de députés U.D.R. et un demi-quarteron de ministres de la même obéissance. Moyennant quoi, les hommes intègres qui peuplent les rangs des Républicains Indépendants seraient prêts à faire don de leur personne à la France (et réciproquement) afin d'assurer la relève. Néanmoins, Ponia sent que sa formation à elle seule est un peu légère pour réaliser ce bel objectif. Il convient donc de l'étoffer. Et voici que notre sémitlant secrétaire général se fait enjôleur : après un clin d'œil canaille au président Pinay et à son C.N.I. (Centre National des Indépendants), il déclare avec des trémolos dans la voix combien il se sent proche d'hommes comme Jean Lecanuet ou Pierre Sudreau et pour terminer déclare : « La véritable "grande fédération" à créer est celle du centre, celle qui regroupera toutes les formations politiques du centre, qu'elles appartiennent ou non à la majorité ». Le tout est proclamé au nom de la nécessité de ne pas laisser la vie politique se réduire à un affrontement entre l'U.D.R. et le P.C.

En réalité, Poniatowski lance une O.P.A. sur Matignon pour le compte de son patron Giscard. Son opération est caractéristique d'une « américanisation » de la vie politique française qui se traduit par une modification radicale de la pratique électorale.

Les déclarations tonitruantes de Ponia, en effet, et les réactions assez violemment irritées du Premier Ministre, de Sanguinetti, de Marcellin lui-même qui appartient pourtant aux Républicains Indépen-

dants, ne doivent pas nous faire béatement espérer que la majorité va éclater dans la plus pure tradition des coalitions de la III^e et de la IV^e République. En fait nous assistons tout simplement à une variante française des « primaries » telles qu'elles se déroulent aux U.S.A. à l'approche des élections : en période pré-électorale dans chacun des deux grands partis américains, les cinq ou six coteries, à la fois rivales et syndiquées électoralement, qui les composent, se livrent à une compétition féroce pour obtenir chacune le maximum de postes de candidats. Mais elles se gardent bien au jour J. de se présenter en ordre dispersé devant l'électeur au risque de faire le jeu du parti adverse. De même, nous allons continuer à assister dans les mois qui viennent à une compétition acharnée entre les factions de la nébuleuse majoritaire pour le partage des places. L'initiative de Poniatowski d'ailleurs quelque peu lourdaude et brouillonne — d'où la réserve des centristes « d'opposition » — sera suivie d'autres opérations plus habiles et tout aussi vicieuses de la part de ses amis politiques. Il y a peu de chances pour qu'elles débouchent sur une scission à l'intérieur de la majorité. Le seul objectif de Ponia et de son patron Giscard est d'obtenir une revalorisation de la droite classique au sein de la coalition au pouvoir, face aux technocrates chabano-mendésistes et aux partisans d'un césarisme musclé style Sanguinetti ou Marcellin. De là à casser l'assiette au beurre sous prétexte que l'on n'en a pas une portion suffisante, il y a un monde. La classe politique majoritaire, instruite par les expériences des républiques précédentes, se gardera bien de faire sauter le système par une cascade de crises ministérielles ou présidentielles.

ABONNEZ-VOUS A LA N.A.F. (Lettre hebdomadaire royaliste)

Je, soussigné (nom) n°
demeurant (rue)
à (ville) (département)
souscrit un abonnement d'un an à la « N.A.F. » et verse la somme de
(Tarif normal : 30 F. — Etranger : 42 F. — Etranger avion : 70 F.)

● chèque postal joint (C.C.P. N.A.F. Paris 642-31)

● chèque bancaire joint

● mandat-lettre joint

Date et signature :

GAULLISTES DE GAUCHE : COMBAT DE SAVONNETTES DANS UNE BAIGNOIRE

Les grandes manœuvres de sérail ne sont d'ailleurs pas le fait de la seule droite gouvernementale. Dans la gauche gaulliste il y a aussi beaucoup de remue-ménage. A première vue, les opérations de regroupement de la gauche gaulliste ont surtout un intérêt anecdotique..

Il ne faut pas perdre de vue lorsqu'on les étudie, que les organisations de la gauche gaulliste sont en nombre proportionnellement inverse à celui de leurs

sur un volcan

adhérents, c'est dire si elles sont nombreuses ! Nous avons aussi l'Union de la gauche V^e République de Philippe Dechartre, Démocratie et travail de Léo Hamon, le Front des jeunes progressistes, le Front du Progrès et l'Union gaulliste populaire. Tout ce beau monde a décidé que l'union faisant la force, mieux valait fusionner. Reste à trouver le Fédérateur. Et à ce stade on ne peut qu'être profondément ému devant le dévouement dont les leaders gaullo-gauchistes ont fait preuve. Philippe Dechartre, le premier, s'est mis en avant. Ancien mendésiste, secrétaire d'Etat au travail, l'homme ne manque pas de qualités pour bâtir sur le roc la maison du gaullisme de gauche : les victimes du krach immobilier de la C.A.D.I.R. ne diront en tout cas pas le contraire pas plus que son ami Victor Rochenoir.

Mais c'est le propre des grands esprits d'être incompris. Face au début de regroupement dechartrien, un vilain jaloux dénommé Gilbert Grandval a entrepris un regroupement concurrent. Bilan de ce deuxième round : Dechartre met la main sur l'U.G. V^e, Démocratie et Travail, une moitié du Front Travailliste, tandis que Grandval pipe le reste.

Le troisième round nous fait passer de l'opéra bouffe à la comédie macabre. Edgar Faure intervient et se propose comme super fédérateur, s'abouche avec Dechartre et suscite des réactions mitigées de son ami Grandval qui l'a pourtant bien aidé, voici quinze ans à brader le Maroc.

Si Edgar Faure se met à porter un intérêt subit aux groupuscules gaullistes de gauche ce n'est pas en raison de leur force numérique ou de leur représentativité inexistante pour l'instant. Il vise plutôt à se créer une image de marque : celle de l'héritier de tout ce qu'il y avait de progressiste dans la pensée du Général, celle du théoricien de la participation et d'un nouveau contrat social. Ainsi Edgar, qui influence, peu ou prou une soixantaine de députés U.D.R. pourrait offrir à Pompidou une alternative « de gauche » à un ministère Chaban trop usé... en attendant de se mettre en piste aux présidentielles de 1976. Tout en restant dans le cadre de la majorité, un des politiciens les plus nocifs de ces vingt dernières années pourrait ainsi avoir l'occasion de mener à l'échelon national le travail de démolition déjà perpétré au niveau universitaire.

Quoiqu'il en soit, la majorité actuelle ne semble guère menacée dans l'immédiat. Sans doute, la morosité du pays lui vaudra-t-elle de perdre quelques dizaines de sièges en 1973. Mitterrand, par sa politique ha-

bile de jeune turc (monté en graine) d'une opposition de gauche « sérieuse » et « moderne » a déjà réussi à obtenir un adoucissement du P.C. à son égard. Dans quinze mois, il raflera quelques mandats électoraux supplémentaires. Mais il ne pourra faire mieux de par le caractère compromettant de son alliance avec les moscouitaires que de jouer le rôle de brillant opposant à titre permanent. Chaban, de ce côté-là, peut dormir sur ses deux oreilles... ce qu'il fait d'ailleurs tout en affectant de considérer son ex-collègue du Front Republicain de 1956 comme l'interlocuteur privilégié du pouvoir (cf. le spectaculaire échange de correspondance entre les deux tennismen d'élite de la politique française à propos de la hausse des tarifs publics).

UN THEATRE D'OMBRES A L'HEURE DES ECHEANCES DRAMATIQUES

Il n'en reste pas moins que les tensions entre les différentes factions de la majorité ne reflètent pas seulement des querelles de clans aux appétits opposés. Elles traduisent également l'impuissance de la démocratie française à résoudre la crise de notre société. Face à la révolte larvée de la jeunesse devant un monde kafkaïen, face au caractère cancéreux du développement urbain, face à la dégradation de l'environnement, face à la montée de la

drogue, de la criminalité, du déchaînement morbide d'une sexualité conçue comme un dérivatif à un univers absurde, les hommes au pouvoir ne savent proposer que la matraque comme Sanguinetti, une bureaucratie à façade participationniste comme Chaban ou Faure, une remise sur orbite du Parlement comme Poniatowski. Et au moment où le capitalisme international connaît sa crise la plus grave depuis 1929, où la France est menacée dangereusement par les carnassiers américains, allemands voire japonais, le grand thème de discussion de la classe politique française est : « Faut-il créer une Fédération du Centre ? ». Le régime peut, par des habiletés de joueur de bonneteau, maintenir un temps une façade institutionnelle relativement stable. Il est moins que jamais en prise sur la réalité française. L'avenir sera fait par ceux qui sauront capter les forces virtuellement en révolte contre la termitière bureau-technocratique : le P.S.U. et les gauchistes intelligents qui font porter la lutte contre le système dans les domaines de l'entreprise, de l'urbanisme, des transports, de la santé de l'université l'ont compris. Si nous ne voulons pas qu'à la « société bloquée » succède demain une société onirique semblable au bateau ivre de Rimbaud, il nous faut les prendre de vitesse sur ces terrains. Quant au théâtre d'ombres du pays légal, il ne nous intéresse pas.

Arnaud FABRE.

HUMOUR

Pour détendre un peu nos lecteurs, nous nous faisons un plaisir de publier l'écho paru dans *Rivarol* sur le camp de la Nouvelle Action Française :

Malgré diverses péripéties qui les ont habitués, depuis quelque temps, à affronter la réalité avec sérénité, plusieurs des hôtes du camp d'été de la Nouvelle Action Française n'en ont pas moins été surpris en se voyant accueillis, dès leur arrivée, par d'étranges oriflammes : sur les quatre drapeaux qui flottaient, en effet, au vent (de l'Histoire) l'un était tricolore, l'autre NOIR — mais fleurdelysé — et les deux derniers, enfin, du plus beau ROUGE sang — et également ornés de la fleur de lys. Mais, les choses étant ce qu'elles sont, peut-on s'étonner que, pour certains, le roi anar et le roi coco doivent succéder au roi bourgeois ?

Cette présentation ne fut pourtant pas du goût de tout le monde. Pas plus que les propos incendiaires que crut bon de tenir à l'assistance l'un des principaux responsables de cette festivité anar-monarchique, jeune homme d'autant plus gauchiste que plein aux as. Particularité qui lui permit, surtout sur son fougueux (et luxueux) coursier made in England, d'échapper aux horions que lui réservaient ses camarades moins révolutionnaires. C'est intitulé : Vive le Roi anar et coco !

PETITE ANNONCE

Naf recherche jeune homme d'autant plus gauchiste que plein aux as, Particularité : possédant coursier fougueux et luxueux made in England et aimant drapeaux rouges et noir à fleur de lys (sinon s'abstenir). Situation d'avenir.

Les transports parisiens en

Philippe-Henri Durocher a ses idées personnelles sur la question des transports parisiens. Tous les rédacteurs de la N.A.F. ne les partagent pas. Bertrand Larichardais expliquera la semaine prochaine les raisons de son désaccord.

La hausse des tarifs de la R.A.T.P. était prévue, planifiée, acquise depuis de longs mois. La gauche a donc eu tout le temps de se préparer à faire semblant d'être surprise. La mécanique était bien huilée. C'en est même à se demander si Mitterrand n'a pas pris la tête de l'opposition, quelques semaines avant, juste pour être en tête du défilé.

L'analyse économique relative aux transports parisiens est un des problèmes les plus ardues qui soient. Le principe de la rentabilité est très controversé ; certains estiment qu'un service public doit fonctionner en déficit, de façon à assurer le bien-être maximum, ce qui ne veut pas dire d'ailleurs que l'argent doit être gaspillé. Mais nous n'en sommes pas là : c'est au niveau de la démagogie la plus sommaire que se situent les protestataires du ticket de métro.

L'IMPUISSEANCE DE LA GAUCHE

Le Vietnam ne fait plus recette. Ainsi le thème du spectacle de gauche s'est-il déplacé. Et l'on peut constater que depuis deux ans que cela dure, ce genre d'exhibitions n'a pas dépassé le stade infantile d'un populisme moralisateur, naïf et méprisant des « réalités pour grandes personnes ».

Dix centimes sur un ticket, voilà de quoi incriminer la politique du gouvernement et la société tout entière. Certes, tout prétexte est bon à l'agitation ; mais de voir un filon de ce genre, élevé à retardement au rang de ciment de révolte, ainsi gâché, puérilisé et détourné de son potentiel offensif par la bêtise éternelle de ceux qui en ont le monopole, il y a de quoi être attristé.

La V^e République peut dormir tranquille ; une telle exploitation du formidable détonateur populaire que pourrait être le thème des transports ne risque pas de la mettre en danger. La France continuera tranquillement à s'hypercéphaliser, Paris n'est pas prêt de cesser d'étendre son emprise sur la vie nationale.

La gauche nous donne l'exemple de ce qu'il ne faut pas faire. Capable, quand elle veut, de mobiliser 100.000 Parisiens pour un défilé quelconque, elle en reste là, toute béate d'autosatisfaction, impuissante à sortir du jeu

du système. Tantale est archi-dépassé.

Selon toute vraisemblance, c'est autour du cadre de vie et des nuisances que se cristalliseront les campagnes de demain. Encore que le régime pompidolien ait largement pris les devants en la matière, précédé lui-même par les secteurs industriels de pointe qui, contrairement à ce que l'on pense, sont fins prêts à affronter la situation commerciale qui résultera d'une nouvelle législation sur le sujet.

Si la gauche conserve sa prédominance intellectuelle d'aujourd'hui, on verra des foules se presser bientôt, en culottes courtes, pour accrocher des nichoirs à mésanges sur la Tour Eiffel, et Mitterrand l'épistolier interpellant savamment le Premier Ministre sur le fait que, dans une société socialiste, on ne verrait plus de papiers gras déparer le paysage, et en faire l'objet d'une question de confiance.

POURQUOI DÉFENDRE

LES TRANSPORTS EN COMMUN ?

J'avoue que, personnellement, le problème du métro parisien m'indiffère profondément. Je circule en deux roues, et je suis depuis bien longtemps fixé sur l'inconfort, la lenteur et l'inconcommodité des transports en commun.

Je ne comprends d'ailleurs pas la frénésie avec laquelle on veut défendre ce genre de transports. Sont-ils réservés aux plus défavorisés ? Au prix où l'on peut trouver aujourd'hui une voiture d'occasion, ceci tient de la plaisanterie. Celui qui plaiderait le plus féroce leur cause au Conseil de Paris n'était-il pas Bernard Lafay, qui ne trouvait pas assez d'autobus pour les vieilles dames du 17^e ?

Jamais l'autobus n'a eu aussi bonne presse. Chacun s'apitoie sur ce moribond. Quand toutes les rues auront été balisées pour leurs voies réservées, ce ne sera pas encore assez ; les propositions les plus saugrenues abondent.

Pourtant il est évident que si les autobus sont délaissés, ce n'est pas à cause de leur lenteur, de leur encombrement ; c'est parce qu'ils ne conviennent à personne. Ils sont conçus pour la promenade, pour aller au théâtre ou rendre visite aux grand-parents ; mais non pour les déplacements professionnels. Et multiplier les lignes ne fera qu'accroître le déficit sans rien changer au problème. A part les lignes de banlieue, qui d'ailleurs sont bénéficiaires, l'autobus est condamné par le véhicule individuel, qui permet d'aller où l'on veut, sans changements ni contraintes, vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

La voiture est l'objet des attaques les

plus violentes et les plus injustifiées. Rouler seul dans une automobile de quatre places serait « antisocial ». Construire garages et autoroutes serait du gâchis. Tout cela part d'un contresens fondamental : ce qu'il faut, ce n'est pas tant essayer de rendre Paris vivable en s'attaquant aux conséquences, que remonter aux causes et lutter pour une vraie décentralisation.

DÉFENDRE LA R.A.T.P., C'EST CENTRALISER

Toutes les solutions proposées de part et d'autre au problème des transports parisiens visent à centraliser davantage l'activité nationale autour de la capitale. En effet :

— Augmenter la taxe de transports à la charge des entreprises revient à favoriser les grosses sociétés qui ont les moyens de payer. Combien de patrons refusent-ils d'engager un dixième ouvrier pour n'avoir pas de charges impossibles à supporter ? Et pourquoi les faire payer ? En quoi sont-ils responsables ? Cela se traduit par des absorptions, des fusions ; les éléphants sont contagieux, selon le mot d'André Breton, ce qui veut dire ici que le poids des charges sociales dans la région parisienne amène la constitution de mégasphères de production, lesquelles, géographiquement concentrées, ne font qu'allonger à leur tour les transports imposés à leurs employés.

— Faire supporter à l'Etat le financement du déficit colossal de la R.A.T.P., c'est réduire d'autant les dépenses que l'on pourrait affecter au développement des régions et qui permettraient de dissuader le provincial de « monter à Paris » pour y engorger encore plus le métro. Affecter une part du produit des impôts à la R.A.T.P., c'est faire acheter des tickets de métro aux habitants de Montélimar ou de Redon. La réponse habituelle à cet état de fait absurde est la référence à la fable des membres et de l'estomac. Justement, l'erreur est d'admettre que Paris est l'estomac. Redonner sa priorité à l'implantation décentralisée de l'économie, c'est faire de la R.A.T.P. une entreprise comme les autres, et non un tonneau des Danaïdes reconnu d'utilité publique.

— Améliorer à grands frais l'état de la circulation parisienne, c'est lui permettre tout juste de ne pas empirer davantage. Cela ne dissuade personne de rester sur place. Au contraire, un pourrissement se traduisant par un blocage inextricable et permanent se traduirait rapidement par un manque à gagner généralisé, poussant les entreprises dynamiques à chercher de l'air

question

en province. Tout effort en faveur de la commodité ou de l'amélioration des transports actuels est centralisateur.

A REBOURS

Bien sûr, ce n'est que dans le cadre global d'une politique d'urbanisme et d'aménagement du territoire que doit se poser le problème de la R.A.T.P. On peut cependant dire que le programme suivant, à contre-courant de tous les projets actuels, présente de nombreux avantages :

— Suppression de l'aide étatique à la R.A.T.P.

— Vérité des prix et limitation des tarifs préférentiels.

— Modulation de la taxe de transport selon la durée moyenne de déplacement des employés ; éventuellement, interdiction aux grosses entreprises d'embaucher du personnel devant effectuer un trajet de plus de 1 h. 30 par jour (aller-retour).

— Suppression des lignes de bus non rentables et remplacement des poinçonneurs du métro par des appareils automatiques.

— Interdiction de toute nouvelle création importante d'emplois intramuros.

— Baisse autoritaire des tarifs des taxis, et multiplication de leur nombre, éventuellement au moyen de subventions.

— Limiter les investissements aux liaisons entre gares et aéroports.

— Ne rien faire pour supprimer la cohue et les embouteillages.

Ces quelques idées en l'air ne présagent en rien de ce que l'Institut de Recherches d'A.F. pourra élaborer au sein de la Commission Transports. Ce qui est certain, c'est que nous pousserons l'analyse dans une optique de coup de force, et que nous ne nous satisferons pas d'amuser la galerie, comme M. Mitterrand.

Nixon lui a quand même donné un sale coup. Lui gâcher ainsi ses effets, après tant de minutieuses préparations ! Voilà les transports ravalés au nième rang des préoccupations économiques françaises. Courage ! Attendons la prochaine hausse ! Elle est déjà prévue, d'ailleurs...

Philippe-Henri DUROCHER.

ATTENTION

Effectuer tous vos règlements à l'un des C.C.P. suivants en précisant la nature du versement :

- **Nouvelle Action Française : Paris 642-31.**
- **A.F. Université : Paris 1918-59.**

Pour célébrer un centenaire

1. PROUST du côté de Bardèche

On peut penser ce que l'on veut de Maurice Bardèche. Il reste que son œuvre critique est d'ores et déjà un monument et que chaque pierre nouvelle qu'il lui apporte fait événement. Ainsi de son dernier-né : le premier volume de « Marcel Proust romancier ». Après Balzac, après Stendhal, sur lesquels Bardèche s'est penché pendant les années de la guerre, voilà donc Proust... Pas n'importe lequel : c'est un Proust quelque peu révolutionnaire qui nous est offert là, en cette année de centenaire.

De l'étude des œuvres de jeunesse : *Les Plaisirs et les Jours*, *Jean Santeuil*, *Contre Sainte-Beuve*, Bardèche tire des notations extrêmement suggestives, faisant sentir comment le jeune Marcel, naviguant parmi les frivolités de la vie mondaine du Faubourg-Saint-Germain, portait déjà en lui l'intuition confuse, encore informelle, d'une œuvre à venir.

Bardèche a eu aussi une chance inouïe : celle d'avoir pu étudier, avec la conscience scrutatrice d'un entomologiste, mais aussi cet art de la synthèse et de l'interprétation qui sont la marque d'un grand critique, quatre carnets de brouillons, entièrement inédits, appartenant au fonds Proust de la Bibliothèque Nationale.

On y découvre une foule de choses propres à passionner quiconque n'est pas tout à fait insensible à l'univers de Combray, de Swann et d'Albertine. La révélation essentielle tient dans la lumière apportée sur la construction de la *Recherche*.

L'homme qui, en 1902, traduisait et préfaçait « La Bible d'Amiens » de Ruskin, a conçu son œuvre comme une cathédrale, « une cathédrale sonore, pleine d'échos, dont l'acoustique avait été longuement étudiée ». On peut imaginer que *Du côté de chez Swann* en aurait constitué la nef, tandis que les deux autres volumes prévus en auraient formé le transept (*Le Côté de Guermantes*) et le chœur (*Le Temps retrouvé*). Comme cela arrivait au Moyen Age, le plan primitif fut transformé, au fil de la construction. Une succession d'apports nouveaux — en premier lieu le personnage d'Albertine — engendra peu à peu ce qui, pour nous, est devenu *La Recherche du Temps perdu*. Une cathédrale sauvage, aux multiples recoins, aux gargouilles imprévues, foisonnante de symboles et d'allusions, de vieillards hiératiques et de vierges mystiques, de monstres, de démons et de possédés — mais mystérieusement dotée de la plus somptueuse ordonnance classique.

C'est cet univers que le jeune Proust portait en lui, sans qu'il ait conscience de la forme à donner à ce monde de souvenirs, de sensations, de sentiments. Un jour, la forme est venue. Elle a donné l'être à la plus envoûtante construction romanesque de ce temps, « envoûtante » comme une cathédrale. Il est heureux que, pour célébrer ce centenaire, Bardèche nous conduise à réfléchir sur les mécanismes qui ont présidé à son élaboration, à sa « création ».

(A suivre.)

Christian DELAROCHE.

SERVICE LIBRAIRIE

Charles MAURRAS

Critique et poésie .. 22 F

Mes idées politiques 20 F

Marie-Madeleine MARTIN

Le Roi de France 15 F

Histoire de l'Unité

Française 14 F

Le Latin immortel ... 24 F

Jean-Marie BONIFAY

La science politique
dans l'œuvre de
Jacques Maritain 7,50 F

Adressez vos commandes au service librairie accompagnées de leur montant (augmenté de 1 F pour frais d'envoi).

Déterminisme et liberté

L'homme considéré dans sa seule et pure identité humaine ne serait plus homme. Il serait ange parce qu'expliqueraient les thomistes, il serait alors non plus un individu, mais une espèce à lui seul. Ce qui le crée individu dans une espèce, c'est la matière qui le fait « autre », le particularise. Maurras adopte la théorie de l'Aquinat : « *Certain prédicateur romantique a tonné, dans la chaire de Notre-Dame, contre saint Thomas d'Aquin, coupable d'avoir dérivé de la matière son Principe de l'Individualisation. Ce coup de cymbale sonore n'empêchera personne d'aborder sans fausse honte, avec une simplicité sereine, l'étude des premiers éléments naturels du composé humain.* »

Ces premiers éléments naturels du composé humain sont évidemment biologiques et sociaux ; psychologiques aussi dans la mesure où la psyché s'enracine dans le soma et réagit aux conditionnements du milieu social. La personnalité se construit à partir de ce triple donné bio-psycho-sociologique, à partir de ses déterminations. Celles-ci expliquent la diversité des tempéraments, des caractères et des aptitudes. Si grand soit le pouvoir de la liberté de la personne dans la construction de son propre destin, cette liberté ne peut jouer que dans le cadre d'une nature. Avant même de s'affronter au monde extérieur, elle est confrontée aux déterminismes de la nature humaine.

C'est pourquoi après avoir défini le cercle où s'inscrit l'élément personnel, volontaire, libre de l'homme, Maurras peut évoquer « *toute la vivante forêt des actions inconscientes et involontaires qui recouvre et qui peuple la grande figure diffuse dont (ce cercle) est entouré.* »

Les disciplines de l'homme nous permettent de pénétrer dans cette vivante forêt : sciences de la vie, psychologie, psychanalyse, sociologie, économie, politique... le monde humain est inépuisable multidimensionnel... A tel point que beaucoup s'y perdent, en s'engageant dans des allées qui leur cachent la configuration générale de la forêt.

En effet, la grande tentation de ceux qui travaillent dans les disciplines humaines est de conférer à leur point de vue un caractère exclusif, et bientôt totalitaire, qui réduit l'homme à une de ses dimensions et va jusqu'à annihiler toute liberté. On retombe dans le scientisme, cette maladie infantile des disciplines de l'homme.

Il est vrai que ce scientisme constitue souvent une réaction contre l'erreur inverse, personnaliste ou humaniste, au plus mauvais sens de ces termes, qui consiste à conférer à la liberté humaine un caractère absolu et à concevoir la personne comme totalement détachée des lois qu'elle ne s'est pas données à elle-même.

MARX SELON ALTHUSSER

Althusser précisément montre que Marx a été tour à tour victime des deux erreurs. Il n'est pas sans intérêt de suivre ses explications. Selon lui, la première étape de l'itinéraire intellectuel de Marx est dominée par un humanisme rationaliste-libéral plus proche de Kant et de Fichte que de Hegel. En un mot, cet humanisme se traduit par une conception de l'histoire : *L'histoire n'est intelligible que par l'essence de l'homme qui est liberté et saison. Liberté : elle est l'essence de l'homme comme la pesanteur est l'essence des corps.*

Toute la question pour l'humanisme moderne est de conférer à l'Etat ce caractère de rationalité qui fera qu'en obéissant à ses lois chaque citoyen obéira à sa propre raison, et sera donc libre au sens kantien, c'est-à-dire recevra la loi de sa raison.

Une seconde étape est dominée par l'influence de Feuerbach avec la découverte de l'aliénation. L'Etat prussien n'a pas répondu aux espérances des jeunes adeptes de la philosophie des lumières. La liberté se découvre aliénée dans l'argent, le pouvoir et les dieux. Toute la question est de restituer à l'homme l'essence humaine dont il est désapproprié. A ce moment, on voit que l'histoire est encore liée à une philosophie de l'homme.

Mais : « *A partir de 1845, Marx rompt radicalement avec toute théorie qui fonde l'histoire et la politique sur une essence de l'homme.* » Il ne sera plus question d'individus et d'essence humaine, il sera désormais question de nouveaux concepts (forces de production, rapport de production, etc.), en bref du matérialisme dialectique. Et l'humanisme sera considéré comme une idéologie.

On sait qu'Althusser a rompu avec une conception moniste du marxisme en reconnaissant une certaine complexité et une certaine multiplicité des déterminations historiques. L'économie détermine pour lui en dernière instance le cours de l'histoire mais il

faut compter aussi avec les superstructures politiques et idéologiques. Cela n'empêche pas, comme le dit fort bien Maurice Corvez, que « *dans une telle construction l'homme n'a de réalité vraie, irrécusable, que pour autant qu'il est pris et envisagé dans la réalité compacte de l'économie.* » Toute la science de l'homme se ramène à l'étude des structures et de leur interaction dans un ensemble complexe dont la substance est économique, et où l'homme, le sujet humain avec sa liberté, son pouvoir créateur autonome a disparu, comme dans le structuralisme linguistique le sujet qui parle a disparu derrière les structures du langage.

L'interprétation d'Althusser est-elle conforme ou non aux vraies intentions de Marx ? C'est d'autant plus difficile à savoir que, selon le même Althusser, c'est à la postérité qu'il appartenait d'explicitier une pensée dont Marx n'avait pu lui-même exprimer toute l'originalité. Pourtant, il est certain qu'il y a une rupture entre la pensée du jeune adepte de la philosophie des lumières et celle du fondateur du matérialisme historique. Même s'il n'est pas sûr que la philosophie de l'homme générique, de l'homme ayant récupéré son « essence-liberté » soit absente du *Capital*, il est sûr par contre que l'humanisme kantien, en ce qu'il avait de purement formaliste et idéologique, a été relayé par un économisme totalitaire où toute l'essence humaine se trouvait de facto résorbée.

C'est donc que d'une conception abstraite de l'homme investie d'une liberté absolue qui échappe aux déterminismes de tous ordres, Marx est passé à une conception où l'homme est tout entier enchaîné à un déterminisme économique totalitaire qui constitue la seule réalité de l'histoire. Il y a fort à parier qu'avec une autre anthropologie que celle de Kant, où la liberté aurait retrouvé son vrai statut et aurait été remise en situation, Marx ne se serait pas précipité dans l'erreur opposée qui annihilait complètement toute liberté.

L'anthropologie maurrassienne qui explique le complexe déterminisme-liberté (*liberté plus nécessité*), échappe à l'erreur de Kant et à celle de Marx. La découverte des lois en politique n'aboutira jamais à la négation de la liberté. Au contraire, elle lui permettra de se déployer efficacement.